

COMMUNIQUE DE PRESSE

« Service Minimum » FO Cheminots dénonce une loi injuste, hypocrite et dangereuse

La Fédération Force Ouvrière des cheminots a pris acte du vote de la loi « service minimum » la nuit dernière.

Force Ouvrière continuera de dénoncer cette loi injuste, hypocrite et dangereuse.

Injuste, car elle tend à rendre virtuel l'utilisation du droit de grève le remettant en cause pour l'ensemble des salariés des Transports Publics avant son extension probable dans tout le secteur public.

L'obligation de se déclarer gréviste (ou non) 48 heures avant un conflit menace le salarié de sanction et encourage les pressions patronales.

Après huit jours de grève la « consultation obligatoire » permettra toutes les manipulations.

Hypocrite, car ce texte n'améliorera pas la situation dans les transports, faute d'investissements plus importants pour une vraie politique de développement (notamment ferroviaire) et de nouvelles créations d'emplois répondant aux besoins des usagers.

Dangereuse, car elle installera la suspicion et la menace comme méthode inavouée des relations sociales dans le secteur des transports.

Enfin, elle sera l'outil servant à réduire toute contestation sociale en France et restreindra les possibilités futures de toute action solidaire.

Paris, le 02 août 2007 à 12 h 15